

**Séance ordinaire du
jeudi 21 décembre 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le vingt et un décembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Christian DUMONT, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Mise à jour des délibérations afférentes aux logements de fonction

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération en date du 6 février 2012, il a été procédé à l'actualisation des logements de fonction de la ville de Montpellier.

Par délibération en date du 2 octobre 2014, la réforme du régime des concessions de logement et la liste des modalités de paiement des fluides par type de logement ont été fixées.

Au regard de l'évolution des besoins, et suite à la suppression de logements, il est proposé au Conseil municipal l'actualisation de la liste des logements occupés pour nécessité absolue de service :

Logement pour nécessité absolue de service	Gaz	Electricité	Eau
Directrice technique du Zoo	Forfait	Forfait	Compteur individuel
Concierge maison pour tous Léo Lagrange	Forfait	Forfait	Forfait
Gardien Domaine de Méric	Forfait	Forfait	Forfait
Concierge cimetière Saint Lazare	Forfait	Forfait	Forfait

Conciergerie cimetière Saint Etienne	Forfait	Forfait	Forfait
Gardiennage stade de la Rauze	Forfait	Forfait	Forfait
Gardiennage Centre Municipal Garosud	Forfait	Forfait	Forfait
Gardiennage Complexe Léon Cazal	Forfait	Forfait	Forfait

Conformément à la réglementation en vigueur, les bénéficiaires d'un logement pour nécessité absolue de service sont assujettis à une déclaration d'avantage en nature soumis à cotisations et à la déclaration d'impôts sur le revenu.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la liste relative aux logements de fonctions pour nécessité absolue de service ;
- D'adopter les modifications apportées aux délibérations des 6 février 2012 et 2 octobre 2014.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 22 décembre 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20171221-20472-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 28/12/17
Réception en Préfecture : 28/12/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.